



Avis sur le Budget Primitif
Intervention de Florence LIBRA au nom des groupes CGT, FSU et Solidaires.

Le mécontentement s'exprime fortement dans de nombreux secteurs à l'encontre des politiques économiques, sociales et environnementales conduites dans notre pays. Ce mécontentement doit être entendu par tous et particulièrement par les élus en charge de mener les politiques publiques.

Il s'agit de répondre aux besoins de justice sociale, de vie décente et aux enjeux climatiques et environnementaux. Chaque acteur, à la place qui est la sienne, doit se fixer l'objectif d'œuvrer en ce sens.

Comme nous le répétons chaque année, les choix budgétaires ne sont pas neutres et ont des conséquences pour les populations et les territoires. Le budget primitif 2020 présenté par l'exécutif régional le permet-il ?

Prenons quelques exemples. Une fois de plus, les budgets consacrés aux logements et à la rénovation urbaine sont fortement réduits alors que, comme le souligne très justement l'avis du CESER, « la nécessité » de résoudre les problèmes liés aux centres anciens et à l'habitat « relève de l'urgence absolue. »

La politique en direction de la jeunesse, pourtant initialement présentée comme une priorité régionale, se traduit par des coupes claires dans certaines lignes budgétaires : - 16% pour le E. Pass jeunes (accès à la culture) ; -30% pour le Pass Santé jeunes ; - 23% pour la réussite des étudiants, etc.

Aucun effort n'est consenti pour financer la mise en accessibilité des Lycées pour les élèves en situation de handicap. Au rythme de 3 établissements par an, il faudra plus de 20 ans pour terminer la mise en œuvre du plan

d'accessibilité. Pour les lycées, plus globalement, la baisse des dépenses l'an dernier s'est traduite par un écart qui s'est creusé entre les jeunes de PACA et ceux des autres régions avec en moyenne un budget en moyenne de 77 euros/habitant pour PACA contre 87 euros ailleurs. C'est surtout en matière d'investissements, malgré l'opération manuels numériques, que l'écart est criant avec 28 euros/habitant d'investissement en PACA contre 34 euros en France métropolitaine.

Dans le même temps, des choix budgétaires discutables sont opérés : 6,3 millions d'euros vont servir à améliorer les espaces d'attentes des Hôpitaux alors que cela relève de la compétence de l'État. En matière de culture, le budget consacré au rayonnement international est multiplié par 10 alors que la création artistique et la diffusion culturelle qui pourtant irriguent nos territoires et bénéficient aux populations diminuent de 37% !

Nous sommes là face à des stratégies de communication et d'affichage et non pas des politiques de réponses réelles aux besoins des populations.

La CGT, la FSU et Solidaires s'interrogent également sur la finalité de l'ouverture à la concurrence de lignes TER.

En effet, cette ouverture, selon les propos mêmes du DGS devant la commission Finances va nécessiter un surcoût important pour arriver à la mettre en œuvre. 250 millions d'euros sont déjà prévus dans l'achat de matériel roulant afin de combler le déficit de rames dû aux recours à de nouveaux

opérateurs. Au final, cette posture idéologique va avoir un coût pour le contribuable et pour l'utilisateur. Loin des économies escomptées mises en avant pour justifier cette évolution. Il faut le dire !

Une nouvelle fois, le rapport de présentation du BP 2020 insiste sur l'importance de l'absentéisme des personnels de la Région et sur la nécessité de le faire diminuer. Les mouvements sociaux conduits par les personnels de la Région ces derniers mois mettent l'accent sur l'aggravation des conditions de travail. C'est là qu'il faut chercher les causes de l'absentéisme pour y remédier. Faire pression sur les personnels malades en les privant de leurs primes constitue une forme de double peine.

Ces politiques sont d'autant moins acceptables que les dépenses de fonctionnement l'an dernier dans notre région étaient en moyenne de 300 euros/habitant contre 332 en France métropolitaine.

Enfin, à l'heure où le CESER insiste sur la nécessité de conduire une vraie politique d'évaluation, nous ne pouvons que nous interroger sur la diminution de 50% de la ligne budgétaire « évaluation, audits, contrôles ».

Cela en dit beaucoup sur l'engagement de l'exécutif en la matière.

Les groupes CGT, FSU et Solidaires voteront l'avis qui a intégré un certain nombre de remarques dont nous étions porteurs.